

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtišanu	bez piesūtišanas
par: Ls	(sajemot ekspedīcijā)
par: Ls	par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtot pa pastu	Par atsevišķu
un pie atkalpār-	numuru 10
devējiem 12	

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindīpām Ls 4,—	par katru tālāku rindīņu —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu —,20	
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.) —,25	
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas —,80	

Nr. 148

Pirmdien, 7. jūlijā 1930. g.

Trīspadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par vienošanos starp Latviju un Zviedriju par Latvijas un Zviedrijas kuģu mēru grāmatu savstarpējo atzīšanu.

1. 1930. gada 11. janvārī Rīgā parakstītā vienošanās starp Latviju un Zviedriju par Latvijas un Zviedrijas kuģu mēru grāmatu savstarpējo atzīšanu līdz ar beigu protokolu un nolīgumu par Latvijas papildu mēru grāmatu izdošanu saskaņā ar Zviedrijas noteikumiem par kuģu izmērišanu ar šo likumu pieņemti un apstiprināti.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā vienošanās ar beigu protokolu un nolīgumu un to tulkojumi latviešu valodā.

3. Vienošanās līdz ar beigu protokolu un nolīgumu stājas spēkā vienošanās 7. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 7. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

ACCORD

entre la Lettonie et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de l'Accord suivant, relatif à la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises délivrées sur la base des règles de jaugeage adoptées en Lettonie et en Suède, à savoir en Lettonie de la règle de jaugeage dite anglaise (système britannique de jaugeage) et en Suède de la règle de jaugeage dite allemande.

Article premier.

Les lettres de jauge nationales et les lettres-appendices de jauge nationales, établies conformément au système britannique de jaugeage, des navires suédois seront reconnues en Lettonie, et les lettres de jauge nationales et les lettres-appendices de jauge nationales, établies conformément au système suédois de jaugeage, des navires lettons seront reconnues en Suède, sous réserve des dérogations auxquelles pourront donner lieu les stipulations du présent Accord.

Par lettres de jauge nationales on entend dans le présent Accord les documents de jaugeage délivrés en conséquence d'un mesurage effectué d'après la règle 1 par une autorité lettonne ou suédoise, et qui indiquent notamment la date de leur signature et le volume principal (des espaces sous le pont de tonnage) en mètres cubes ou en tonneaux de registre.

Article 2.

Les navires suédois à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Lettonie qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage. Toutefois si le propriétaire ou le capitaine du navire en fait la demande, ce sera la jauge nette indiquée par la lettre de jauge nationale qui servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

Si un navire suédois de l'espèce susvisée est muni d'une lettre-appendice de jauge nationale délivrée conformément au système britannique de jaugeage, la jauge nette indiquée dans la dite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

Les navires lettons à propulsion mécanique qui ne sont munis que d'une lettre de jauge nationale ne seront soumis en Suède qu'au mesurage partiel prévu à l'article 3 en ce qui concerne la détermination de la jauge nette. La jauge nette ainsi calculée servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire letton de l'espèce susvisée est muni d'une lettre-appendice de jauge nationale délivrée conformément au système suédois de jaugeage, la jauge nette indiquée dans la dite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Si un navire suédois autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'une lettre de jauge nationale, la jauge nette indiquée dans la dite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Lettonie d'après le tonnage.

Si un navire letton autre que les navires à propulsion mécanique est muni d'une lettre de jauge nationale, la jauge nette indiquée dans la dite lettre de jauge servira de base pour le calcul des taxes à acquitter en Suède d'après le tonnage.

Article 3.

Les mesurages partiels, visés à l'article 2, alinéas 1 et 3, des navires lettons et suédois à propulsion mécanique comprendront la détermination conformément aux règlements suédois respectivement lettons de la jauge brute des espaces situés au-dessus du pont de tonnage, et celle de la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur et à tout autre espace, situé soit au-dessus soit au-dessous du pont de tonnage qui est admis à déduction en Suède, respectivement en Lettonie, pour la détermination de la jauge nette.

Les dits mesurages partiels donneront lieu à la délivrance d'un document spécial de jauge, qui sera valable pendant la durée de validité de la lettre de jauge nationale à laquelle il est annexé. Pour être pris en considération ce document spécial devra être présenté conjointement avec la lettre de jauge nationale, à toute réquisition qui pourra en être faite par l'autorité compétente.

Article 4.

Les lettres-appendices de jauge lettonnes (voir article 2, alinéa 4) délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront aussi satisfaire aux conditions inscrites à l'Arrangement ci-annexé.

Article 5.

Les navires lettons dont le mesurage a été effectué en Suède par une autorité suédoise et les navires suédois dont le mesurage a été effectué en Lettonie par une autorité lettonne peuvent être soumis au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage prescrit en Suède, respectivement en Lettonie.

S'il y a lieu de supposer que les indications d'une lettre de jauge nationale ou d'une lettre-appendice de jauge ne sont pas conformes à la réalité, l'autorité supérieure compétente en Lettonie, respectivement en Suède, aura le droit de faire procéder dans la mesure nécessaire, au mesurage de contrôle et, le cas échéant, au remesurage ainsi qu'à la délivrance d'un nouveau document de jaugeage attestant les résultats auxquels le remesurage aura abouti.

Article 6.

Les frais des mesurages effectués ainsi que les frais des mesurages de contrôle et des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 1, seront calculés et payés d'après les règlements applicables pour les opérations similaires dans le pays où les mesurages ont eu lieu.

Les frais des mesurages de contrôle ou des remesurages prévus à l'article 5, alinéa 2, seront à la charge du pays où ces mesurages auront été effectués, à moins que le remesurage n'ait donné lieu à la délivrance d'un nouveau document de jauge auquel cas les frais seront mis à la charge du propriétaire ou du capitaine du navire dans la mesure prévue par les règlements du pays intéressé.

Article 7.

Le présent Accord entrera en vigueur trois mois après la date où la ratification du présent Accord par la Saeima de Lettonie sera notifiée au Gouvernement suédois et sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

Les arrangements antérieurs concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises cesseront d'être applicables à partir du jour de la mise en vigueur du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Accord et l'ont muni de leurs cachets.

FAIT à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

L. S.

Ministre des Affaires
Etrangères de Lettonie
(signé) A. Balodis.

L. S.

Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire
de Suède en Lettonie.
(signé) Patrik de Reuterswärd.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord de ce jour concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède ont trouvé opportun de préciser les points suivants.

Les dispositions de l'article 2, alinéa 2, du présent Accord seront aussi applicables aux lettres-appendices de jauge délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage avant la mise en vigueur de l'Accord.

Si un navire suédois arrive dans un port letton, munie seulement d'un certificat provisoire (dit „Interimsnationalitets-och registreringscertifikat“ ou „Interimsnationalitetscertifikat“) attestant le tonnage imposable du navire d'après le jaugeage suédois ou étranger, cette indication du certificat provisoire sera reconnue en Lettonie jusqu'à l'expiration de la validité du certificat, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente suédoise.

Si un navire letton arrive dans un port suédois, muni seulement d'un certificat provisoire (dit „Pagaidu flagas patents“), les indications du dit certificat sur le volume principal, en ce qui concerne les navires à propulsion mécanique, ainsi que sur la jauge nette, en ce qui concerne les navires autres que les navires à propulsion mécanique, seront reconnues en Suède jusqu'à l'expiration de la validité du certificat provisoire, nonobstant le fait que le navire n'a pas été mesuré par une autorité compétente lettonne.

Par l'expression „l'autorité supérieure compétente“ mentionnée dans l'article 5, alinéa 2, du présent Accord on entend en Lettonie Jūrnīcības Departaments et en Suède Kungl. Kommerskollegium. Tout changement qui surviendrait à cet égard dans l'un des deux pays devra immédiatement être porté, par la voie diplomatique, à la connaissance du Gouvernement de l'autre pays.

Par „l'autorité supérieure compétente“ en Lettonie visée à l'article 1, alinéa 2, de l'Arrangement relatif à la délivrance des lettres-appendices de jauge lettonnes on entend Jūrnīcības Departaments.

Les lettres-appendices de jauge délivrées en Suède conformément au système britannique de jaugeage et reconnues en Lettonie en conséquence du présent Accord seront valables pour la même durée que les lettres de jauge nationales afférentes aux mêmes navires. Pour être prises en considération, elles devront être présentées conjointement avec celles-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole comme partie intégrante du susdit Accord et l'ont muni de leurs cachets.

FAIT à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

(L. S.)

(signé) A. Balodis.

(L. S.)

(signé) Patrik de Reuterswärd.

ARRANGEMENT

relatif à la délivrance des lettres-appendices de jauge lettonnes conformément aux règlements suédois sur le jaugeage.

Les Plénipotentiaires soussignés, vu l'article 4 de l'Accord entre la Lettonie et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge lettonnes et suédoises, signé en date de ce jour, sont convenus que, pour être reconnues en Suède, les lettres-appendices de jauge lettonnes délivrées conformément au système suédois de jaugeage devront satisfaire aussi aux conditions suivantes.

Article premier.

La lettre-appendice de jauge sera établie d'après la règle 1. Elle sera valable pour la même durée que la lettre de jauge nationale à laquelle elle a trait, et pour être prise en considération, elle devra être présentée conjointement avec celle-ci à toute réquisition qui en pourra être faite par l'autorité compétente. Elle devra reproduire les indications de la lettre nationale concernant la jauge brute et nette et le volume principal, ainsi que la date de la délivrance de cette lettre.

La lettre-appendice de jauge sera délivrée par l'autorité supérieure compétente en Lettonie, conformément à une formule à arrêter directement par les autorités compétentes des deux Parties.

Article 2.

Le volume principal pourra être indiqué dans la lettre-appendice de jauge par le tonnage inscrit à la lettre de jauge nationale ou mesuré et calculé d'après les règlements suédois sur le jaugeage. Dans le dernier cas la lettre-appendice de jauge indiquera aussi le mode de détermination du dit volume.

Article 3.

Les espaces situés au-dessus du pont de tonnage seront mesurés et calculés conformément aux règlements suédois sur le jaugeage et le volume en sera inscrit à la lettre-appendice de jauge.

Toutefois, les espaces n'entrant pas dans la jauge brute d'après les règlements lettons sur le jaugeage, à savoir les espaces exclusivement en usage pour des machines auxiliaires ou des chaudières auxiliaires, l'espace affecté à la manoeuvre du gouvernail, la chambre pour l'appareil à gouverner, la cuisine et les boulangeries, l'espace pour le condenseur ainsi que les bouteilles ne seront pas davantage compris dans le calcul de la jauge brute à inscrire à la lettre-appendice de jauge.

Article 4.

Le total des déductions à faire pour les espaces suivants admis à déduction, à savoir les espaces destinés à l'usage exclusif du capitaine, des officiers et de l'équipage, la chambre des cartes, des signaux et d'autres instruments de navigation, le magasin du maître d'équipage ainsi que les compartiments destinés exclusivement à contenir le lest d'eau, autres que les doubles-fonds, sera indiqué dans la lettre-appendice de jauge par le tonnage inscrit à la lettre de jauge nationale.

Une déduction pourra être faite, en outre, pour la partie du volume réel du magasin du maître d'équipage qui excède le volume inscrit à la lettre de jauge nationale.

Article 5.

Les espaces affectés à l'appareil moteur qui sont admis à déduction, seront mesurés et calculés d'après les règlements suédois sur le jaugeage.

Ne seront réputées soutes à combustible permanentes que les espaces exclusivement affectés et employés à l'emmagasinement de combustibles destinés à l'appareil moteur, à condition qu'ils communiquent directement, soit au moyen de portes à coulisse ou d'autres ouvertures, soit par des tuyaux, avec les espaces occupés par l'appareil moteur, ou qu'ils soient situés immédiatement au-dessus de l'un de ces espaces ou des soutes à combustible directement reliées à l'un d'eux.

Les soutes à combustible qui ne sont séparées de la cale que par des cloisons mobiles ou qui sont munies dans les cloisons d'une ou de plusieurs ouvertures ou dans le pont au-dessus d'une ou de plusieurs écoutes, qui ne sont pas à considérer exclusivement comme écoutes de soutes à charbon, ne devront pas être comprises dans la déduction à faire pour la chambre de l'appareil moteur.

Le jaugeur invitera le propriétaire ou le capitaine du navire à signer une déclaration insérée dans la lettre-appendice de jauge et attestant que les espaces susceptibles d'être admis à déduction à titre de soutes à combustible seront exclusivement utilisés dans les voyages au départ ou à destination de la Suède pour l'emmagasinement de la provision de combustible destinée à l'appareil moteur. Si le propriétaire ou le capitaine omet de signer cette déclaration, il ne sera pas tenu compte des dits espaces pour la déduction afférente à la chambre de l'appareil moteur.

La lettre-appendice de jauge indiquera la situation, la longueur et le volume de chacune des soutes à combustible situées hors de la chambre de l'appareil moteur, qui est comprise dans la déduction faite pour la chambre de l'appareil moteur.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Arrangement et l'ont muni de leurs cachets.

FAIT à Riga, en deux exemplaires, le 11 janvier 1930.

(L. S.)
(signé) A. Balodis.

(L. S.)
(signé) Patrik de Reuterswärd.

Tulkojums.

VIENOŠANĀS

starp Latviju un Zviedriju par Latvijas un Zviedrijas kuģu mēru grāmatu savstarpējo atzišanu.

Apakšā parakstījušies, pienācīgi pilnvaroti no savām attiecīgām valdībām, pieņēma šādu vienošanos attiecībā uz Latvijas un Zviedrijas kuģu mēru grāmatu savstarpējo atzišanu, ja tās izdotas uz Latvijā un Zviedrijā pieņemto izmērišanas metodu pamata, un proti Latvijā pēc tā saucamās angļu izmērišanas metodes (angļu izmērišanas sistēma) un Zviedrijā pēc t. s. vācu metodes.

1. pants.

Zviedrijas kuģu nacionālās mēru grāmatas un nacionālās papildu mēru grāmatas, kas sastādītas pēc angļu izmērišanas sistēmas, atzīstamas Latvijā, un Latvijas kuģu nacionālās mēru grāmatas un nacionālās papildu mēru grāmatas, sastādītas pēc zviedru izmērišanas sistēmas, atzīstamas Zviedrijā ievērojot šai vienošanās noteiktos izņēmumus.

Zem jēdziena „nacionālās mēru grāmatas” šai vienošanās saprotami mēru dokumenti, kurus izdevušas Latvijas vai Zviedrijas iestādes pēc izmērišanas, kas izdarīta saskaņā ar 1. noteikumu, un kuģos uzradīts viņu parakstīšanas datums un kuģa (telpu zem klāja) galvenais tilpums kubikmetros vai reģistra tonnās.

2. pants.

Zviedru kuģi ar mehānisku dzinēj spēku, kuģiem ir tikai nacionāla mēru grāmata, Latvijā mērojami tikai pa daļai, kā tas paredzēts 3. pantā, netto tilpības noteikšanai. Šādā kārtā aplēstā netto tilpība veido pamatu Latvijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam. Tomēr, ja kuģa īpašnieks vai kapteinis to prasa, nacionālā mēru grāmata uzrādītā netto tilpība veido pamatu Latvijā nomaksājamo tonnāžu nodevu aprēķinam.

Ja augšā minētā tipa zviedru kuģim ir papildu nacionālā mēru grāmata, izdota pēc angļu izmērišanas sistēmas, tad šai mēru grāmata uzrādītā netto tilpība veido pamatu Latvijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam.

Latvijas kuģi ar mehānisku dzinēj spēku, kuriem ir tikai nacionāla mēru grāmata, mērojami Zviedrijā tikai pa daļai, kā tas paredzēts 3. pantā, netto tilpības noteikšanai. Šādā kārtā aplēstā netto tilpība veido pamatu Zviedrijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam.

Ja augšā minētā tipa Latvijas kuģim ir nacionāla papildu mēru grāmata, izdota pēc zviedru izmērišanas sistēmas, tad šai mēru grāmata uzrādītā netto tilpība veido pamatu Zviedrijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam.

Ja Zviedrijas kuģim, citādam nekā kuģi ar mehānisku dzinēj spēku, ir nacionāla mēru grāmata, tad šai mēru grāmata uzrādītā netto tilpība ņemama par pamatu Latvijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam.

Ja Latvijas kuģim, citādam nekā kuģi ar mehānisku dzinēj spēku, ir nacionāla mēru grāmata, tad šai mēru grāmata uzrādītā netto tilpība ņemama par pamatu Zviedrijā nomaksājamo tonnāžas nodevu aprēķinam.

3. pants.

2. panta 1. un 3. rindkopā minētām daļas izmērišanām Latvijas un Zviedrijas kuģos ar mehānisku dzinēj spēku jāaptver, saskaņā ar Latvijas vai attiecīgi ar Zviedrijas noteikumiem, virs tonnāžas klāja atrodošos telpu bruto tilpība un atvilkums dzinēja spēka un visām pārējām telpām, virs vai zem tonnāžas klāja, kurām Latvijā resp. Zviedrijā pielaists atvilkums pie kuģa netto tilpības noteikšanas.

Nemot par pamatu minēto daļas izmērišanu, izdodams sevišķs mēru dokuments. Šis dokuments pievienojams nacionālai mēru grāmatai un derīgs nacionālās mēru grāmatas derīguma laikā. Lai šo sevišķo dokumentu ievērotu, tas uzrādāms kopā ar nacionālo mēru grāmatu uz katru kompetentās iestādes pieprasījumu.

4. pants.

Latvijas papildu mēru grāmatai (sk. 2. panta 4. rindkopu), izdotai pēc zviedru izmērišanas sistēmas, jāatbilst šai klāt pievienotā nolīguma noteikumiem.

5. pants.

Latvijas kuģus, ko Zviedrijā izmērijušas Zviedrijas iestādes, un Zviedrijas kuģus, ko Latvijā izmērijušas Latvijas iestādes, var padot kontroles mērišanai un attiecīgā gadījumā Zviedrijā resp. Latvijā paredzētai pārmērišanai.

Ja ir iemesls domāt, ka nacionālā mēru grāmata vai papildu mēru grāmata neatbilst patiesībai, tad augstākai kompetentai iestādei Zviedrijā resp. Latvijā ir tiesība stāties pie kontroles mērišanas vajadzīgos apmēros vai attiecīgā gadījumā pie pārmērišanas, kā arī jauna mēru dokumenta izdošanas, kas aplicina pārmērišanas rezultātus.

6. pants.

Izmērišanu, kā arī 5. pantā 1. rindkopā paredzēto kontroles mērišanu un pārmērišanu izdevumi aprēķināmi un nomaksājami saskaņā ar noteikumiem, kas piemērojami līdzīgiem darījumiem tanī valstī, kur notikušas mērišanas.

5. panta 2. rindkopā paredzēto kontroles mērišanu un pārmērišanu izdevumus nes tā valsts, kur šis mērišanas izdarītas, izņemot gadījumu, ja pārmērišana devusi pamatu jauna mēru dokumenta izdošanai; tādā gadījumā izdevumi jāsedz kuģa īpašniekam vai kapteinim, ieinteresētās valsts noteikumos paredzētā apmērā.

7. pants.

Ši vienošanās stājas spēkā trīs mēnešus pēc dienas, kad Latvijas Saeimas ratifikācija būs notificēta Zviedrijas valdībai un piemērojama līdz trīs mēnešu notecēšanai skaitot no viņas uzteikšanas no vienas puses.

Agrākie nolīgumi par Latvijas un Zviedrijas mēru grāmatu savstarpējo atzišanu atcelti ar šis vienošanās spēkā stāšanās dienu.

ŠO APLIECINOT, apakšā parakstījušies parakstīja šo vienošanos un piespieda tai savus zīmogus.

SASTĀDĪTS Rīgā, divos eksemplāros, 1930. g. 11. janvārī.

(Z. v.)
Latvijas ārlietu ministris
(paraksts) A. Balodis.

(Z. v.)
Zviedrijas ārkārtējais sūtnis un
pilnvarotais ministris Latvijā
(paraksts) Patrik de Reuterswärd.

Tulkojums.

BEIGU PROTOKOLS.

Stājoties pie šīs dienas vienošanās parakstīšanas attiecībā uz Latvijas un Zviedrijas mēru grāmatu savstarpējo atzišanu, Latvijas Republikas valdība un Viņa Majestātes Zviedrijas Kēniņa valdība atradušas par noderīgu sīkāk noteikt sekojošus punktus:

Šis vienošanās 2. panta 2. rindkopas noteikumi piemērojami arī papildu mēru grāmatām, izdotām Zviedrijā pēc angļu izmērišanas sistēmas pirms šis vienošanās spēkā stāšanās.

Ja Zviedrijas kuģis ienāk Latvijas ostā tikai ar pagaidu aplicību (t. s. „Interimsnationalitets och registreringscertifikat” vai „Interimsnationalitetscertifikat”), kas aplicina kuģa tonnāžu pēc Zviedrijas vai ārzemju izmērišanas sistēmas, tad šis pagaidu aplicības dati atzīstami Latvijā līdz aplicības derīguma notecēšanai, neskatoties uz to, ka kuģi nav izmērijusi kompetentā Zviedrijas iestāde.

Ja Latvijas kuģis ienāk Zviedrijas ostā tikai ar pagaidu aplicību (t. s. „Pagaidu flagas patents”), tad šis aplicības dati par kuģu galvenām izmērām attiecībā uz kuģiem ar mehānisku dzinēj spēku, kā arī netto tilpība attiecībā uz visiem citiem kuģiem nekā kuģiem ar mehānisku dzinēj spēku, atzīstami Zviedrijā līdz pagaidu aplicības derīguma notecēšanai, neskatoties uz to, ka kuģi nav izmērijusi kompetentā Latvijas iestāde.

Zem šis vienošanās 5. panta 2. rindkopā minētā jēdziena „augstākā kompetentā iestāde” saprotami Latvijā Jūrnieceības departaments un Zviedrijā Kungl. Kommerskollegium. Katru pārgrozījumu, kas šai ziņā notiktu vienā no abām valstīm, šī valsts nekavējoties paziņo otrās valsts valdībai diplomātiskā ceļā.

Zem nolīguma attiecībā uz Latvijas papildu mēru grāmatu izdošanu 1. panta 2. rindkopā minētās „augstākās kompetentās iestādes” Latvijā saprotams Jūrnieceības departaments.

Papildu mēru grāmatas, izdotas Zviedrijā pēc angļu mēru sistēmas un atzītas Latvijā uz šis vienošanās pamata, derīgas tik pat ilgi, cik ilgi derīgas to pašu kuģu nacionālās mēru grāmatas. Lai viņas tiktu ievērotas, viņas uzrādāmas kopā ar pēdējām uz katru kompetentās iestādes pieprasījumu.

ŠO APLIECINOT, abu pušu pilnvarotie parakstīja šo protokolu kā augšā minētās vienošanās pilnīgu sastāvdaļu un piespieda tam savus zīmogus.

SASTĀDĪTS Rīgā, divos eksemplāros, 1930. g. 11. janvārī.

(Z. v.)
(paraksts) A. Balodis.

(Z. v.)
(paraksts) Patrik de Reuterswärd.

Tulkojums.

NOLĪGUMS

par Latvijas papildu mēru grāmatu izdošanu saskaņā ar Zviedrijas noteikumiem par kuģu izmērišanu.

Apakšā parakstījušies pilnvarotie, ievērojot šai dienā parakstītās vienošanās starp Latviju un Zviedriju attiecībā uz Latvijas un Zviedrijas mēru grāmatu savstarpējo atzišanu 4. pantu, vienojās, ka pēc Zviedrijas izmērišanas sistēmas izdotām Latvijas papildu mēru grāmatām, lai viņas atzītu Zviedrijā, jāatbilst vēl sekošiem noteikumiem.

1. pants.

Papildu mēru grāmata sastādāma saskaņā ar 1. noteikumu. Viņa derīga to pašu laiku, kādā derīga nacionālā mēru grāmata, pie kuģas viņa pieder. Lai tiktu ievērota, viņa uzrādāma kopā ar mēru grāmatu uz katru kompetentās iestādes pieprasījumu. Viņā atkarājami nacionālās grāmatas dati par bruto un netto tilpību un galvenām izmērām, kā arī šis grāmatas izdošanas datums.

Papildu mēru grāmatu izdod augstākā kompetentā iestāde Latvijā pēc formas, kuģu noteic tieši abu pušu kompetentās iestādes.

2. pants.

Papildu mēru grāmata galvenās izmēras var uzrādīt ar nacionālā mēru grāmata atzīmēto tonnāžu, vai arī izmērit un aplēst pēc Zviedrijas noteikumiem par izmērišanu. Pēdējā gadījumā papildu mēru grāmata uzdodams arī minēto izmēru noteikšanas veids.

3. pants.

Virš tonnāžas klāja atrodošās telpas mērijamas un aprēķināmas pēc zviedru izmērišanas noteikumiem, un tiipība ierakstāma papildu mēru grāmata.

Papildu mēru grāmata ierakstāmā bruto tilpībā tomēr nav ieskaitāmas telpas, kuģas saskaņā ar Latvijas noteikumiem atvelkamas no bruto tilpības, un proti telpas, kas noder vienīgi palīgmašīnu un palīgkatlu novietošanai, telpa stūres apkalpošanai, stūres ierīces telpa, virtuve, maizes ceptuves, kondensatora telpa un atējas.

4. pants.

Atvilkumu kopsumma par sekošām telpām, attiecībā uz kuģām atvilkums pielaižams, proti vienīgi kapteiņa, virsnieku un kuģa ļaunu lietošanā esošās telpas, kartu, signālu un citu kuģošanas instrumentu istaba, boemaņa magazīna, kā arī nodalījumi, kur novieto vienīgi ūdens balastu, citi nekā dubultgrīdas, uzrādāma papildu mēru grāmatā ar tonnāžu, kas ierakstīta nacionālā mēru grāmatā.

Bez tam vēl atvilkumu var izdarīt attiecībā uz boemaņa magazīna patieso tilpumu, kas pārsniedz nacionālā mēru grāmatā ierakstīto tilpumu.

5. pants.

Dzinēja ierīces telpas, kuģām pielaižams atvilkums, izmērijamas pēc zviedru izmērišanas metodes.

Par kurināmā bunkeriem uzskatāmas tikai telpas, kas lemtas un izlietas vienīgi kurināmā novietošanai dzinēja ierīces vajadzībām, zem nosacījuma, ka viņām jāstāv tiešā sakarā ar telpām, kuģas iepem dzinēja ierīce, vai nu ar bidāmām durvīm un citiem atvērumiem, vai nu ar caurulēm, vai jāatrodas tieši virs dzinēja ierīces telpas vai kurināmā bunkeriem, kas tieši savienoti ar vienu no šīm telpām.

Nav ieskaitāmi atvilkumā dzinēja ierīces telpai kurināmā bunkerī, kas atdalīti no kravas telpām vienīgi ar aizbīdņiem, vai kuģiem aizbīdņos ir viens vai vairāki atvērumi, vai ir klājā viena vai vairākas lūkas, kas nav uzskatāmas vienīgi kā bunkera lūkas.

Mērītājs uzaicina kuģa īpašnieku vai kapteini parakstīt deklarāciju, kuģa ierakstīta papildu mēru grāmatā, un apliecina, ka braucienā no Zviedrijas vai uz Zviedriju telpas, kuģām paredzēts pielaižams atvilkumu, kā kurināmā bunkeriem, izlietos vienīgi kurināmā krājumam dzinēja ierīces vajadzībām. Ja īpašnieks vai kapteinis nav parakstījis šo deklarāciju, tad minētās telpas nav ņemamas vērā pie atvilkuma aprēķināšanas dzinēja ierīces telpām.

Papildu mēru grāmatās jāuzrāda vieta, gaņums un tilpība katram kurināmā bunkeram, kas atrodas ārpus dzinēja ierīces telpas un ieskaitīts atvilkumā dzinēja ierīces telpai.

ŠO APLIECINOT, apakšā parakstījušies parakstīja šo nolīgumu un piespieda tam savus zīmogus.

SASTĀDĪTS Rīgā, divos eksemplāros, 1930. gada 11. janvārī.

Z. v.)
(paraksts) A. Balodis.

(Z. v.)
(paraksts) Patrik de Reuterswärd.

Vienošanās, beigu protokola un nolīguma tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 17. jūnija plēnārsēdē.

Saeimas sekretārs J. Breikšs.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS

par konvenciju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās starp Latviju un Zviedriju.

1. 1930. gada 30. janvārī Rīgā parakstītā konvencija par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās starp Latviju un Zviedriju ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu uzsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā konvencijas 19. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 17. jūnijā.

Rīgā, 1930. g. 7. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

CONVENTION

d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale entre la Lettonie et la Suède.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi de Suède ont résolu de conclure une Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale et ont désigné à cet effet comme leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie:

Son Excellence Monsieur A. Balodis, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Suède:

Son Excellence Monsieur Patrik C. R. de Reuterswärd,

Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Lettonie,

lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Les Etats Contractants s'engagent à se livrer réciproquement, dans les conditions déterminées par la présente Convention, les individus condamnés, mis en accusation ou en prévention dans le territoire de l'autre Etat à raison d'infractions déterminées par l'article 2.

Article 2.

1. L'extradition sera accordée conformément aux règles établies ci-après à raison d'un fait délictueux, lorsqu'il constitue une infraction pouvant entraîner aux termes du Code pénal suédois ou de la loi maritime suédoise, la réclusion („straffarbete”), et d'après les lois lettonnes un an d'emprisonnement („cietums”) ou d'une peine plus grave; toutefois, pour autant qu'il s'agit de condamnés, l'extradition n'aura lieu que lorsque la peine prononcée sera soit de la réclusion soit de six mois d'emprisonnement ou une peine plus grave.

2. L'extradition sera accordée aussi pour tentative ou complicité (instigation, aide et assistance) d'une des infractions susvisées, pourvu que cette tentative ou cette complicité puisse entraîner une peine aussi forte que celle prévue à l'alinéa premier.

3. L'extradition sera accordée même dans le cas où le fait délictueux visé par la demande d'extradition constitue une infraction ne pouvant entraîner, aux termes de la loi, une peine aussi forte que celle indiquée à l'alinéa premier que si elle est accompagnée de circonstances aggravantes.

4. L'extradition pourra être réclamée aussi quand elle vise des individus condamnés, poursuivis ou prévenus d'infractions punissables d'après les lois pénales militaires, lorsque ces infractions sont de telle nature que commises par des individus non soumis auxdites lois, elles seraient, en vertu du présent article, de nature à motiver l'extradition.

Article 3.

1. L'extradition ne pourra être réclamée pour des infractions politiques. Toutefois, lorsque le fait pour lequel elle est demandée est connexe à une infraction non politique, elle pourra être accordée pourvu que, vu les circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non politique.

En aucun cas l'assassinat, la tentative d'assassinat ou le meurtre d'un chef d'Etat ou d'un membre de la famille d'un souverain ne doit être réputé infraction politique.

2. L'extradition des individus condamnés, poursuivis ou prévenus à raison d'une infraction commise contre une autorité publique ne pourra être réclamée que dans le cas où le fait délictueux est connexe à une autre infraction qui aux termes de l'article 2 soit de la nature à la motiver.

3. L'extradition n'aura pas lieu à raison d'un fait qui, d'après les lois de l'Etat requis, constitue une infraction aux dispositions des lois spéciales sur la liberté de la presse.

4. Il appartiendra à l'Etat saisi de la demande d'extradition de décider si une infraction est à considérer, d'après les dispositions du présent article, comme étant de nature à ne pas motiver l'extradition.

Article 4.

En aucun cas les Etats Contractants ne se livreront réciproquement leurs propres nationaux.

L'extradition n'aura pas lieu pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité. Toutefois, l'extradition d'un individu condamné, poursuivi ou prévenu à raison de complicité à une infraction commise hors du territoire de l'Etat requis et non à bord d'un navire de sa nationalité sera accordée, même si l'acte de complicité doit être réputé comme étant commis sur le territoire de cet Etat ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Si l'infraction donnant lieu à la demande d'extradition a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera à accorder seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait pareil commis en dehors de son territoire.

Article 5.

En dehors des cas visés aux articles 3 et 4 l'extradition n'aura pas lieu:

1. Lorsque avant la demande d'extradition, un jugement a été prononcé dans l'Etat requis sur les faits motivant la demande ou si la poursuite a été intentée devant un tribunal de cet Etat;

2. Lorsque, d'après les lois de l'Etat requis, ne peuvent plus être effectuées l'instruction du procès, la prononciation d'un arrêt de condamnation ou l'exécution de la peine.

Article 6.

Si l'individu réclamé a été condamné par un jugement définitif dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle pour laquelle il est réclamé, son extradition n'aura pas lieu avant qu'il n'ait entièrement subi sa peine. En cas de raisons très spéciales, l'autre Etat pourra toutefois réclamer son extradition provisoire en vue de procéder à l'instruction de son procès, à charge de s'engager à se livrer immédiatement de nouveau, dès qu'un jugement définitif aura été rendu, à l'autorité compétente de l'Etat qui l'aura extradé.

Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour une autre infraction, il appartiendra à cet Etat de décider si son extradition aura lieu avant que l'action intentée contre lui ait abouti à une sentence définitive.

Article 7.

1. Nul ne pourra, après avoir été livré par l'un des Etats Contractants à l'autre, ni être poursuivi ou puni sur le territoire de celui-ci pour un fait commis avant son extradition et autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu, ni, sauf dans le cas prévu à l'article 9, alinéa 2, être livré à un Etat tiers, à moins que l'Etat qui l'a extradé n'en donne l'autorisation conformément aux dispositions de l'article 13 ou à moins que l'individu extradé, après avoir été définitivement acquitté ou remis en liberté à l'expiration de sa peine, n'ait négligé de quitter le pays dans le délai d'un mois bien qu'il n'y eût d'empêchement à son départ, ou n'y soit revenu après l'avoir quitté.

Durant le délai d'un mois stipulé à l'alinéa précédent et à moins que l'individu extradé ne se rende coupable d'une nouvelle infraction, aucun empêchement ne devra être mis à sa sortie du pays.

2. Aucun individu livré par un Etat Contractant à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que ad hoc ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

3. Quand l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires ou pour une infraction commise contre une autorité publique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition. Si l'extradition est accordée en vertu de l'article 3, alinéa premier, pour une infraction ayant un caractère essentiellement non politique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

4. Si l'individu réclamé a été condamné à la mort dans l'Etat requérant ou si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, d'après les lois de cet Etat, est passible de la peine de mort, il pourra en outre être stipulé que cette peine ne sera pas exécutée.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée, en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente et désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat réclamant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé et sa photographie seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire, l'Etat réclamant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut.

En aucun cas l'Etat réclamant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente Convention, par l'un des Etats Contractants, est réclamé aussi par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants il sera livré.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, stipuler que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

Article 10.

En attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'infraction dont l'individu réclamé est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise, et autant que possible, la nationalité de l'individu réclamé et son signalement et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Elle fera connaître, en outre, qu'une demande régulière d'extradition sera adressée ultérieurement à l'Etat requis.

Si l'individu réclamé a été provisoirement arrêté, conformément aux dispositions ci-dessus, et que, dans un délai de deux semaines à compter du jour où le représentant diplomatique de l'Etat requérant auprès du Gouvernement de l'Etat requis aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requérant n'adresse pas une demande régulière d'extradition du détenu à l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation a eu lieu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

Article 11.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de trois semaines à compter du jour où son représentant diplomatique auprès du Gouvernement de l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, ledit individu pourra être mis en liberté.

Article 12.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente Convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation qui pourraient servir de preuve pour la constatation de l'infraction ou dont la remise pourrait être réclamé par la partie lésée, seront saisis et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat réclamant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits des tiers.

Article 13.

Si, nonobstant les conditions visées à l'article 7, l'un des Etats Contractants désire poursuivre un individu qui lui a été livré à raison d'une infraction autre que celle pour laquelle il a été extradé et commise antérieurement à son extradition, ou le livrer à un Etat tiers, il devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu extradé et qu'elle vise une infraction pour laquelle, aux termes des dispositions de la présente Convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 14.

Lorsqu'un individu est livré par un Etat tiers à l'un des Etats Contractants et qu'il soit nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Etat contractant celui-ci ne pourra, à moins qu'il ne s'agisse d'un de ces nationaux, s'opposer au passage. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique et accompagnée soit de l'arrêté d'extradition, en original ou en expédition authentique, soit d'un document énonçant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'article 8. Le passage aura lieu sous escorte d'un agent au service de l'Etat sur le territoire duquel il s'effectue.

Article 15.

Si, dans la poursuite d'une infraction non-politique, une autorité judiciaire de l'un des Etats Contractants juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée dans le cas où l'instruction aurait pour objet un fait non punissable dans l'Etat requis.

L'Etat requérant sera, s'il le demande et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Article 16.

Si, dans la poursuite d'une infraction non-politique instruite dans l'un des Etats Contractants la production d'objets et de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Etat est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour condition à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente Convention resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais de passage à travers le territoire de l'un des Etats Contractants visés à l'article 14 et excepté ceux occasionnés par la remise temporaire mentionnée à l'article 6, lesquels seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente Convention devront être rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats Contractants.

Fait en double expédition à Riga, le 30 janvier mil neuf cent trente.

(L. S.)
(signé) A. Balodis.

(L. S.)
(signé) Patrik de Reuterswärd.

Tulkojums.

Konvencija par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās starp Latviju un Zviedriju.

Latvijas Republikas Prezidents un Viņa Majestāte Zviedrijas Kēniņš nolēmuši noslēgt konvenciju par noziedznieku izdošanu un tiesisku palīdzību krimināllietās un iecēlušī šajā nolūkā par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekselenci A. Baloža kungu, ārlietu ministri,

Viņa Majestāte Zviedrijas Kēniņš:

Viņa Ekselenci Patrik C. R. de Reuterswärd kungu, savu ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri Latvijā,

kuŗi savstarpīgi apmainījušies savām pilnvarām, kas ātrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem pantiem:

1. pants.

Līdzējas valstis apņemas šajā konvencijā minētos apstākļos viena otrai izdot personas, kas saskaņā ar 2. pantā aprādītiem noziedzīgiem nodarījumiem notiesātas, apsūdzētas vai vajātas otras valsts teritorijā.

2. pants.

1. Izdošana atļaujama saskaņā ar zemāk minētiem noteikumiem par noziedzīgu nodarījumu, ja tāds nodarījums saskaņā ar zviedru sodu likumiem vai zviedru jūrniecības likumiem sodāms ar ieslodzīšanu („straffarbete”) un saskaņā ar Latvijas likumiem — ar cietumu uz vienu gadu vai ar smagāku sodu; tomēr ja lieta grozās ap notiesātiem, tos izdos tikai tad, ja piespriests sods būs vai nu ieslodzīšana uz sešiem mēnešiem vai cietums uz sešiem mēnešiem, vai smagāks sods.

2. Izdošana atļaujama arī par mēģinājumu un līdzdalību (uzmudināšana, palīdzība un piedalīšanās) iepriekš minētos nodarījumos, ja šis mēģinājums vai līdzdalība sodāmi ar tikpat smagu sodu, kā pirmā rindkopā paredzētais sods.

3. Izdošana atļaujama arī gadījumos, kad izdošanas pieprasījumā minētais noziedzīgais nodarījums pēc likuma nav sodāms ar tikpat smagu sodu, kā pirmā rindkopā minētais sods, ja apstākļi atbildību palielina.

4. Var arī pieprasīt tādas personas izdošanu, kas notiesāta, apsūdzēta vai vajāta par nodarījumiem, kas sodāmi uz militāro sodu likumu pamata, ja šie nodarījumi ir tādi, ka uz tiem var pamatot izdošanu saskaņā ar šo pantu, gadījumā, ja tos izdarījusi persona, kas minētiem likumiem nav padota.

3. pants.

1. Izdošanu nevar pieprasīt par politiskiem noziegumiem. Bet ja nodarījums, kuŗa dēļ izdošana pieprasīta, stāv ciešā sakarā ar nepolitisku noziedzīgu nodarījumu,

pieprasīto personu var izdot, ja ievērojot atsevišķā gadījuma apstākļus noziedzīgu nodarījumu var uzskatīt pēc būtības par nepolitisku.

Nekādā gadījumā valsts galvas vai kāda valdnieka ģimenes locekļa slepkavību, slepkavības mēģinājumu vai nogalināšanu neuzskatīs par politisku noziegumu.

2. Tādu personu izdošanu, kas notiesātas, apsūdzētas vai vajātas par kādu noziedzīgu nodarījumu pret oficiālu iestādi, var pieprasīt tikai tadā gadījumā, ja šis noziedzīgais nodarījums stāv sakarā ar citu noziedzīgu nodarījumu, kuŗa dēļ to var pieprasīt saskaņā ar 2. pantu.

3. Izdošana nav pieļaujama par nodarījumu, kas saskaņā ar pieprasījuma saņēmējas valsts likumiem, uzskatāma par noziedzīgu nodarījumu pret sevišķiem noteikumiem par preses brīvību.

4. Valsts, kas saņēmusi izdošanas pieprasījumu, izšķir pati, vai noziedzīgais nodarījums uzskatāms par tādu, kuŗa dēļ saskaņā ar šā panta noteikumiem izdošana nav pieļaujama.

4. pants.

Nekādā gadījumā Līdzējas valsts savstarpīgi neizdos pašas savus valsts piederīgos.

Izdošana nav pieļaujama par noziedzīgu nodarījumu, kas izdarīts pieprasījuma saņēmējas valsts teritorijā vai uz kuŗa, kas pie šās valsts piederīgs. Bet šādā nozīmē atļaujama tādas personas izdošana, kas notiesāta, apsūdzēta vai vajāta par līdzdalību noziedzīgā nodarījumā, kas izdarīts ārpus pieprasījuma saņēmējas valsts teritorijas vai arī uz kuŗa, kas pie šās valsts nepieder, ja līdzdalība uzskatāma par tādu, kas notikusi šās valsts teritorijā vai kuŗi, kas pie šās valsts piederīgs.

Ja noziedzīgais nodarījums, kuŗa dēļ iesniegts izdošanas pieprasījums, ir izdarīts ārpus pieprasītājas valsts teritorijas, tad izdošana pieļaujama tikai gadījumā, kad pieprasījuma saņēmējas valsts likumi pieļauj līdzīgos apstākļos vajāšanu par tādu pat nodarījumu, ja tas izdarīts ārpus viņas teritorijas.

5. pants.

Bez 3. un 4. pantā minētiem gadījumiem izdošana nav pieļaujama:

1. Ja pirms izdošanas pieprasījuma saņēmējā valstī taisīts spriedums par nodarījumiem, kuŗu dēļ pieprasījums iesniegts, vai ja šās valsts tiesas ir uzsākušas vajāšanu.

2. Ja saskaņā ar pieprasījuma saņēmējas valsts likumiem vairs nevar ne lietu izmeklēt, ne taisīt soda spriedumu, ne arī izpildīt piespriesto sodu.

6. pants.

Ja pieprasījuma saņēmējā valstī pieprasītā persona ir notiesāta ar galīgu spriedumu par citu noziedzīgu nodarījumu nekā to, kuŗa dēļ tā pieprasīta, viņu izdos tikai pēc tam, kad tā būs pilnīgi izcietusi sodu. Pavisam sevišķu iemeslu dēļ otra valsts var tomēr pieprasīt pēc galīga sprieduma viņas pagaidu izdošanu, lai varētu viņas lietu izmeklēt, appemoties to atkal nekavējoties izdot tās valsts piekritīgai iestādei, kas šo personu izdevusi.

Ja pieprasīto personu vajā pieprasījuma saņēmējā valstī par citu noziedzīgu nodarījumu, tad šī valsts pati izšķir, vai minētā persona izdodama, iekams uzsāktā vajāšana nav nobeigta ar galīgu spriedumu.

7. pants.

1. Nevienu personu pēc tam, kad viena Līdzēja valsts to izdevusi otrai, nevar pēdējās teritorijā ne vajāt, ne sodīt par citu nodarījumu kā par to, kuŗa dēļ izdošana notikusi un kas izdarīts pirms izdošanas, ne arī, izņemot 9. panta 2. rindkopā paredzēto gadījumu, izdot trešai valstij (neskaitot gadījumu, kad izdevēja valsts to atļauj saskaņā ar 13. panta noteikumiem), vai arī ja izdotā persona, pēc tam kad tā galīgi attaisnota vai atsvabināta pēc soda izciešanas, nav atstājusi zemi viena mēneša laikā, kaut gan tās aizbraukšanai nav bijuši nekādi šķēršļi, vai arī ja tā pēc aizbraukšanas ir atkal atgriezusies.

Iepriekšējā rindkopā minētā vienu mēnesi ilgā laika sprīdī, izņemot gadījumu, kad izdotā persona izdara jaunu noziedzīgu nodarījumu, viņas aizbraukšanai no šās zemes nav liekami nekādi šķēršļi.

2. Nevienu personu, ko viena Līdzēja valsts izdevusi otrai, nevar vajāt par to nodarījumu, kuŗa dēļ tā izdota, tadā tiesā, kam ārkārtējā vara iztiesāt tamlīdzīgus gadījumus ir piešķirta tikai ad hoc vai sevišķos apstākļos.

3. Ja izdošana pieļaujama par militāro sodu likumos paredzētu noziedzīgu nodarījumu vai par noziedzīgu nodarījumu, kas vērsti pret oficiālu iestādi, tad var noteikt, ka izdotā persona sodāma par minēto noziedzīgu nodarījumu tikai tiktāl, cik šis nodarījums ir par pamatu šīs personas izdošanai. Ja izdošana piešķirta saskaņā ar 3. panta pirmo rindkopu par galvenā kārtā nepolitisku noziedzīgu nodarījumu, tad var noteikt, ka izdotā persona nav sodāma par minēto nodarījumu kā par politisku noziedzīgu nodarījumu.

4. Ja pieprasītājā valstī pieprasītā persona notiesāta uz nāvi, vai ja noziedzīgais nodarījums, kuŗa dēļ izdošana pieprasīta, ir sodāms ar nāvi saskaņā ar šās valsts likumiem, tad bez tam vēl var noteikt, ka šo sodu neizpildīs.

8. pants.

Izdošanas pieprasījums iesniedzams diplomātiskā ceļā. Tajā uzrādāma pieprasītās personas pavalstniecība un tai pievienojami oriģinālā vai apliecinātā norakstā, vai nu tiesas soda spriedums, vai arī lēmums par apcietināšanu, ko izdevusi tiesa vai kāda cita piekritīga iestāde, kuŗa noteikti aprādīts noziedzīgā nodarījuma raksturs, kā arī laiks un vieta, kad un kur tas izdarīts. Izdošanas pieprasījumam pievienojami pieprasītājā valstī spēkā esošie un noziedzīgam nodarījumam piemērojamo likumu teksti un, ciktāl iespējams, pieprasītās personas apraksts un fotogrāfija.

Ja iesniegtie dokumenti izrādās nepilnīgi, vai ja vajadzīgs ievākt papildu ziņas, pieprasītāju valsti var uzaicināt iesniegt visu iztrūkstošo.

Nekādā gadījumā pieprasītājai valstij nevar uzlikt par pienākumu piegādāt pierādījumu par pieprasītās personas vainīgumu.

9. pants.

Ja personu, kuŗas izdošanu viena Līdzēja valsts pieprasa saskaņā ar šās konvencijas noteikumiem, pieprasa bez tam vēl viena vai vairākas citas valstis, tad pieprasījumu saņēmēja valsts pati izšķir, kuŗai no pieprasītājām valstīm minētā persona izdodama.

Ja nupat minētā gadījumā izdošanas pieprasījumi attiecas uz dažādiem noziedzīgiem nodarījumiem, tad pieprasījuma saņēmēja valsts pie izdošanas var noteikt, ka pieprasītā persona pēc soda izciešanas izdodama citai valstij.

10. pants.

Kamēr nav ienācis pilnīgs izdošanas pieprasījums par kādu personu, to var apcietināt pagaidām. Pieprasījumā par pagaidu apcietināšanu uzrādāms noziedzīgais nodarījums, kuŗa pieprasītā persona apvainota, laiks un vieta, kur tas izdarīts, un, ciktāl iespējams, pieprasāmās personas pavalstniecība un apraksts, atzīmējot, ka pastāv soda spriedums vai rīkojums apcietināt, kā tas paredzēts 8. panta noteikumos. Pieprasījumā par pagaidu apcietināšanu bez tam vēl aprādāms, ka pieprasījuma saņēmējai valstij vēlāk piesūtīs pilnīgu izdošanas pieprasījumu.

Ja pieprasītā persona ir apcietināta saskaņā ar iepriekšējiem noteikumiem, un ja divu nedēļu laikā skaitot no dienas, kad pieprasītājas valsts diplomātiskais pārstāvis pieprasījuma saņēmējā valstī saņēmis paziņojumu par apcietināšanu, pieprasītāja valsts nepiesūta pilnīgu apcietinātā izdošanas pieprasījumu tai valstij, kuŗas teritorijā apcietināšana notikusi, tad apcietināto personu var atsvabināt.

11. pants.

Ja izdošana ir atļauta, tad pieprasītājai valstij jā rūpējas, lai pieprasīto personu tai izdotu trīs nedēļu laikā, skaitot no tās dienas, kad viņas diplomātiskais pārstāvis pieprasījuma saņēmējas valsts valdības saņēmis paziņojumu, ka izdošana var nekavējoties notikt. Pēc šā termiņa notecēšanas minēto personu var atsvabināt.

12. pants.

Ja kāda persona ir apcietināta saskaņā ar šās konvencijas noteikumiem, tad visi priekšmeti, kas apcietināšanas brīdī atrasti viņas rīcībā un var noderēt noziedzīgā nodarījuma konstatēšanai, vai kuŗu nodošanu var pieprasīt cietuša puse, ieturami un izdošanas atļaušanas gadījumā nododami pieprasītājas valsts iestādēm.

Pieprasījuma saņēmēja valsts var izteikt par šiem priekšmetiem visas rezervācijas, ko tā uzskatīs par vajadzīgām trešo personu tiesību uzturēšanai.

13. pants.

Ja neskatoties uz 7. pantā minētiem nosacījumiem viena Līdzēja valsts vēlas vajāt viņai izdotu personu par citu noziedzīgu nodarījumu nekā to, kuŗas dēļ minētā persona ir izdota, un kas izdarīts pirms izdošanas, vai ja vēlas to izdot trešai valstij, tad atļauja pieprasāma diplomātiskā ceļā. Šajā pieprasījumā aprādams noziedzīgā nodarījuma raksturs, kā arī laiks un vieta, kur tas izdarīts, vai arī tam pievienojami dokumenti, kas sniedz minētās ziņas. Ja pieprasījuma nolūks ir vajāšanas uzsākšana pret izdotu personu, un ja tajā minēts noziedzīgs nodarījums, par kuŗu, saskaņā ar šās konvencijas noteikumiem, izdošanu nevar noraidīt, tad atļauja ir dodama.

14. pants.

Ja kāda trešā valsts izdod kādu personu vienai Līdzējai valstij, un ja vajaga to vest pa otras Līdzējas valsts teritoriju, tad pēdējā nevar pretoties tranzitam, izņemot gadījumu, ja lieta grozās ap kādu viņas valsts piederīgo. Tranzita pieprasījums iesniedzams diplomātiskā ceļā, un tam pievienojams vai nu lēmums par izdošanu, oriģinālā vai apliecinātā norakstā, vai arī dokuments ar spriedumu vai rīkojumu, kas saskaņā ar 8. panta noteikumiem. Tranzīts notiek tās valsts dienestā esošā ierēdņa pavadībā, caur kuŗas teritoriju caurbraukšana notiek.

15. pants.

Ja, vajājot nepolītisku noziedzīgu nodarījumu, kāda vienas Līdzējas valsts tiesas iestāde uzskata par vajadzīgu nopratināt lieciniekus, kas dzīvo otras valsts teritorijā, vai arī izdarīt minētā teritorijā kādu izmeklēšanas aktu, tad attiecīgs pieprasījums iesniedzams rakstā diplomātiskā ceļā, un tas ievērojams tiktāl, cik pieprasījuma saņēmējas valsts likumi to atļauj. Tiesiskas palīdzības lūgumu izpildīšanu var noraidīt, ja izmeklēšana attiecas uz nodarījumu, kas nav sodāms lūguma saņēmējā valstī.

Līdzējai valstij, ja tā to prasa un ciktāl apstākļi atļauj, paziņojama priekšlaikus diena un vieta, kur izdaris pieprasīto darbību.

16. pants.

Ja, vajājot nepolītisku noziedzīgu nodarījumu, ko izmeklē vienā Līdzējā valstī, uzskata par vajadzīgu aplūkot priekšmetus un dokumentus, kas var noderēt kā lietišķi pierādījumi un kas atrodas otras Līdzējas puses iestādē rīcībā, tad attiecīgs lūgums iesniedzams diplomātiskā ceļā un tas ievērojams, ja tikai zināmā gadījumā noteikti apstākļi tam neruna pretim, pie kam ievērojama pieprasījuma saņēmējas valsts tiesība uzstādīt nosacījumu, ka izsniedzamie priekšmeti un dokumenti atdodami atpakaļ.

17. pants.

Izdevumi, kas saistīti ar šās konvencijas noteikumu izpildīšanu, jāsedz tai valstij, kuŗas teritorijā attiecīgie soļi sperti, izņemot izdevumus, kas saistīti ar 14. pantā paredzēto caurvešanu pa vienas Līdzējas valsts teritoriju, kā arī izņemot izdevumus, kas cēlušies sakarā ar 6. pantā minēto pagaidu izdošanu, kas sedzami pieprasītājai valstij.

18. pants.

Šajā konvencijā minētās lietās iesniegtie dokumenti sastādāmi pieprasījuma saņēmējas valsts oficiālā valodā vai tiem pievienojams apliecināts tulkojums šajā valodā.

19. pants.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti apmaināmi Stokholmā cik drīz vien iespējams.

Tā stājas spēkā piecpadsmit dienas pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas un paliek spēkā līdz sešu mēnešu ilga laika notecēšanas, skaitot no tās dienas, kad viena Līdzēja valsts to uzteic.

Izgatavots divos oriģinālos, Rīgā, tūkstots deviņi simti trīsdesmitā gada 30. janvārī.

(Z. v.) (Z. v.)

(Paraksts) A. Balodis. (Paraksts) Patrik C. R. Reuterswärd.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 17. jūnija plēnārsēdē.

J. Breikss, Saeimas sekretārs.

Valsts Prezidenta pavēle armijai un flotei

1930. g. 7. jūlijā
Nr. 39.

Ieceļu par Kara virstiesas locekļiem uz nākošiem 6 mēnešiem: Armijas štāba ģeodezijas-topografijas daļas priekšnieku ģenerāli Auzānu un Sapieru pulka komandieri pulkvedi Vanagu, bet par locekli-substitūtu Tehniskās divīzijas štāba priekšnieku pulkvedi Baško.

Valsts Prezidents A. Kviesis.
Kara ministris M. Vācietis.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Finanču ministra rīkojums par spirta un degvīna cenām.

Uz 1920. g. 17. augusta likuma par alkoholu saturošu vielu ražošanu, aplikšanu ar nodokļiem un pārdošanu 211. p. pamata, atceļu savus rīkojumus: 1) 1929. g. 4. marta, izņemot 1. p. par pudelēs nopildītu spirtu un degvīnu (1929. g. „Vald. Vēstn.“ № 57) un 2) 1930. g. 24. marta (1930. g. „Vald. Vēstn.“ № 70) un nosaku šādas valsts spirta, degvīna un denaturēta spirta pārdošanas cenas:

	Par 0,51 pudeli	Par 0,251 pudeli
a) degvīnam, 40%	2,70	1,45
b) degvīnam „Dzidrais“, 45%	3,50	1,85
c) degvīnam „Dzidrais“, 40%	3,20	1,70
d) spirtam, 95%	6,00	3,15
e) denaturētam spirtam	0,60	0,35

Šajās cenās ieskaitīta pudelju vērtība un, izņemot denaturēto spirtu, nodokļi par labu kultūras, ceļu un invalīdu fondam.

II) Nenopildītam spirtam (kuŗu izsniedz uz īpašu nodokļu departamenta atļauju pamata) pircēja traukos:

	Par litru Ls
1) Denaturētam spirtam.	
a) privātām laboratorijām tālākai pārdošanai nopildītā veidā	0,60
b) pārējiem pircējiem (mazāk par 10 litriem neizsniedz)	0,70
2) Spirtam liķieru izgatavošanai un patēriņam	1,20
3) Spirtam parfimeriju un kosmētiku izgatavošanai	0,50
4) Spirtam vispārējām tehniskām, medicīniskām un zinātniskām vajadzībām	0,50
5) Spirtam medikamentu izgatavošanai un aptiekām	0,30
6) II šķiras spirtam ar vismaz 50% III šķ. spirta piejaukumu minerāleļļu fabrikām	0,16
7) II šķiras spirtam ar vismaz 50% III šķ. spirta piejaukumu sausā denaturētā spirta izgatavošanai	0,10
8) II šķiras spirtam lakas un polītūras izgatavošanai	0,18
9) III šķ. spirtam iepriekšējā punktā minētai vajadzībai	0,15
10) I šķ. spirtam piena analizēm	0,50
11) III šķ. spirtam piena analizēm	0,10
12) II šķ. spirtam etiķa ētera izgatavošanai	0,20
13) II šķ. spirtam ar vismaz 50% III šķ. spirta piejaukumu sēra ētera izgatavošanai	0,10
14) III šķ. spirtam sēra ētera izgatavošanai	0,07
15) I šķ. spirtam bāku optisku aparātu tīrīšanai un kuŗu kompasu pildīšanai	0,50

	Par 1 gradu absolūta alkohola Ls
16) I un II šķ. spirtam Latvijas Universitātei laboratoriju vajadzībām un mācības līdzekļiem	0,30
17) II šķ. spirtam ar vismaz 50% III šķ. spirta piejaukumu smalkādu un vīrsādu krāsām	0,16
18) II šķ. spirtam etiķa izgatavošanai	0,095
19) II šķ. spirtam svina krāsu fabrikācijai	0,14
20) III šķ. spirtam gumijas fabrikām un pistonu izgatav.	0,10
21) Fūzeļa eļļai par 1 kg	1,60

Tehniskām, medicīniskām un zinātniskām vajadzībām izsniedzamā spirta denaturēšanas vajadzību izšķir nodokļu departaments.

Šis rīkojums stājas spēkā ar 1930. g. 1. jūliju.

Rīgā, 1930. g. 30. jūnijā.
Finanču ministris A. Petrevics.
Nodokļu departamenta direktors
F. Ķempels.

Apstiprinu.
1930. g. 30. jūnijā.
Finanču ministris A. Petrevics.

Spirta denaturēšanai izlietojamo vielu saraksts.

1) spirts, kuŗu izsniedz tehniskām, zinātniskām un medicīniskām vajadzībām denaturētā veidā, denaturējams ar kādu no šādām vielām:

	Svara procentos
formalinu	0,50%
karbolskābi	0,50%
timolu	0,10%
koka spirtu	5,00%
terpentīnu	5,00%
ēteri	10,00%
benzīnu	1,20%
kamparu	1,00%
natra sārmu ar spec. svaru 1,357 pie + 15°C. resp. 38° B°	5,00%
jodu	0,40%
amīlalkoholu (fūzeļu eļļa)	1,00%

2) Valsts denaturētais spirts denaturējams šādu vielu maisījumiem:

	Svara procentos
piridīna bāzi	10%
koka spirtu (metilalkoholu)	10%
petroleju	20%
anilīnkrāsu pēc vajdzības.	

3) Kosmētiskai un parfimerijai izsniedzamais spirts denaturējams ar bergamotes, levandes un rosmarīnu eļļām, ar katru atsevišķi, vai maisījumā, ne mazāk par 10% katrā gadījumā.

Ja ražojamo produktu īpatnība nepieļauj 1. un 3. p. p. uzrādīto denaturējamo vielu pielietošanu, departaments var atļaut izlietot to vietā citas denaturēšanai piemērotas vielas (eļļas vai smarzvielas).

Kosmētiskiem produktiem, kuŗu ražošanai izlieto spirtu, jāuzrāda šādas īpašības:

	Minimālais stiprums pēc Trallesa (tilp. procentos)	Eļļu saturs minimālais
odekoloniem	80%	30%
puķu odekoloniem	70%	30%
tualetes ūdeņiem	60%	10%
smaržuudeņiem (odieriem)	75%	50%

Uz šo ražojumu iesaiņojumiem jābūt atzīmētam stiprumam, t. i. spirta saturam.

Ar šo atcelts nodokļu departamenta 1929. g. 5. aprīļa rīkojums par denaturējamām vielām (1929. g. 9. apr. „Vald. Vēstn.“ 78. num.).

Nodokļu departamenta direktors
F. Ķempels.
Revidents A. Volfs.

Apstiprinu.
1930. g. 1. jūlijā.
Zemkopības ministris
V. Gulbis.

Pārgrozījums noteikumos pienotavām, kuŗas ražo eksportsviestu.

Grozot noteikumu pienotavām, kuŗas ražo eksportsviestu („Vald. Vēstnesis“ 1930. g. 36. num.) 3. pantā a punkta piezīmē paredzēto naudas sodu uzlikšanas kārtību, sodu aprēķināšanu uzsākt katrā gada 1. janvārī un 1. jūlijā.

Šis pārgrozījums stājas spēkā skaitot ar 1. jūliju.

Zemkopības departamenta direktora v. J. Zariņš.
Eksportsviesta kontroles vadītājs J. Fridenbergš.

R	I	K	O	J	U	M	S	N	296	1930. g. 7. jūnijā.
Starptautiskā tarifa (colis de messagerie) papildinājumā,										
kas publicēts „Valdības Vēstnesī“ š. g. 8. janvāra 5. numurā un iespiests „Dzelzeļa Vēstneša“ š. g. 1. numurā, sakarā ar Beļģijas dzelzceļu Nacionālās savienības paziņojumu, viss d) nodalījums, kur uzrādītas likmes par Polijas dzelzceļu daļu, jāatvieto ar šādu jaunu tekstu:										
d) Polijas valsts dzelzceļu daļa.										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Chojnice	Tezev	136	78	0,20	0,16	0,04	0,25	0,20	0,05	0,37
Firchau	—	—	—	0,14	0,11	0,03	0,18	0,14	0,04	0,25
Zbaszyn	—	—	—	0,32	0,25	0,07	0,43	0,34	0,09	0,63
Stentschl	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
tāpat —	Poznan-Wrzesnia-Kutno	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9
0,05	0,19	0,24	0,10	0,38	0,48	0,08	0,29	0,05	0,05	0,05
0,04	0,13	0,17	0,07	0,26	0,33	0,05	0,20	0,04	0,04	0,04
0,09	0,33	0,42	0,17	0,67	0,84	0,13	0,50	0,13	0,17	0,17

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Zemkopības ministrijas kultūrtehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministris ar š. g. 17. maija lēmumu ir apstiprinājis kultūrtehniskās daļas sastādīto un Cesvaines meliorācijas sabiedrības „Rīdzes plava“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto Rīdzes plavu novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamas mantas īpašniekiem vai viņu tiesībuņēmējiem ir uzlikts par pienākumu piedalīties Cesvaines meliorācijas sabiedrībā, minēto meliorācijas darbu izvešanā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1930. g. 14. jūnijā.

Kultūrtehniskās daļas vadītāja v.
J. Pelsis.

Darbvedis Brandts.

Pasts un telefons.

I. Atklātas:
a) pasta palīgnodaļas vienkāršu un ierakstītu sūtījumu operācijām:
Āži — Ventspils apr. Dundagas pagastā,
Kļajumi — Ventspils apr. Anceš pagastā,
Laviēde — Hūkstes apr. Prodes pagastā,
Lorupe — Silciema dz. stacijā uz Ieriku — Rīgas līnijas,
Luksti — Jēkabpils apr. Ābeļu pagastā.

Starptautiskās satiksmes inspektors F. Magazings.
Dzelzceļu galvenais direktors A. Rode.
Rīkojums spēkā ar 1930. g. 1. jūliju.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 17. maija lēmuma ir jāpiedalās Cesvaines meliorācijas sabiedrībā „Rīdzes plava“, jāņem dalība pie kopējo Rīdzes plavu novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

No. pēc kārtas	Dalībnieka vārds un uzvārds	Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums	Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums	Māju №№		Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja	Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls	Piezīmes
				pēc mērniecības plāniem	pēc zemes grāmatu reģistra			
1.	Pēteris Lažs	Jaunsaimnieks	Strautiņi	9F, Fa	8273	Cesvaines pagasta Aizkuŗas muižas	332,—	Šini dalībnieku sarakstā uzrādītās darbu izmaksas summas uzskatāmas par pamatu dalībnieku maksājumu noteikšanai un nokārtošanai kā pie darbu pirmreizējas izvešanas, tā arī pie izvesto darbu uzturēšanas kārtībā turpmāk, ņemot vērā darbu faktisko izmaksu, kuŗa var būt mazāka vai lielāka.
2.	Pēteris Apkalns	Mantojuma masa	Gravāres	10F	—	„ „ „ „	157,—	
3.	Jānis Viducis	Jaunsaimnieks	Rīdzes	2F	8272	„ „ „ „	1069,—	
4.	Jānis Siliņš	„	Liepas	6F, Fa	9155	„ „ „ „	379,—	
5.	Eduārdš Stugiš	„	Ritiņi	3F	—	„ „ „ „	431,—	
6.	Jānis Rozīts	„	Ūdrupi	8F, Fa	9157	„ „ „ „	148,—	
7.	Jānis Kampa	„	Lazdiņi	50F, Fa	8568	„ „ „ „	102,—	
8.	Voldemārs Galejs	Mantojuma masa	Upmales	7F	—	„ „ „ „	211,—	
9.	Jānis Ošs	Jaunsaimnieks	Miņģi	5F	9289	„ „ „ „	461,—	
10.	Jānis Purenš	„	Ūdentiņi	32F, Fa	—	„ „ „ „	42,—	
11.	Jānis Zeltiņš	„	Miņģukalns	4F	8572	„ „ „ „	431,—	
12.	Jānis Apenītis	„	Liekumi	17F	—	„ „ „ „	356,—	
13.	Arvids Kuba	„	Tauriņi	20F	—	„ „ „ „	174,—	
14.	Jānis Stradiņš	„	Liči	21F	—	„ „ „ „	132,—	

Rīgā, 1930. g. 14. jūnijā.

Kultūrtechniskās daļas vadītāja v. J. Pēlšis.
Darbvedis Brandts.

Pabargā — Ludzas apr. Zvirgzdenes pag., Pācē — Ventspils apr. Dundāgas pagastā, Roņkalns — Madonas apr. Galgauskas p., Ruŗina — Rēzeknes apr. Ruŗinas pagastā, Silarāŗi — Jaunlatgales apriņķa Baltinavas pagastā,

II. Pārveidotas:

b) telefona palīgnodaļas par pasta un telefona palīgnodaļām vienkāršu un ierakstītu sūtījumu operācijām:

Kaibala — Rīgas apr. Jumpravas pag., Ošupe — Madonas apr. Lubānas pagastā,

c) pasta palīgnodaļas par pasta un telefona palīgnodaļām:

Izvalta — Daugavpils apr. Izvaltas pag., Justunova — Ludzas apr. Pildas pagastā, Sīķele — Ilūkstes apr. Salienas pagastā,

d) iekārtots sarunu punkts:

Ludviķu pasta palīgnodaļā, Daugavpils apriņķa Skaistas pagastā.

III. Iekārtotas naudas pārvedumu un pakū operācijas:

Jadeķšu pasta palīgnodaļā, Talsu apriņķa Nurmuiŗas pagastā,

un ierakstītu sūtījumu operācijas:

Sesīles pasta palīgnodaļā, Kuldīgas apriņķa Sātiņu pagastā.

IV. Slēgta:

Brieŗu telefona palīgnodaļa, Rīgas apriņķa Krimuldas pagastā.

Direktors A. Auziņš.

Ekspluatācijas pārvaldes priekšnieks V. Krūmiņš.

Meklējamo personu saraksts № 474.

32618. Aleksāns, Jānis Franča un Franciskas dēls, dzim. 17. III 1901. g. — Meklē: Latgales apgbt. 2. krim. nod. ar r. № 13375 no 30. V 30 (16. VI 30.), sod. ar ieslodz. cietumā uz 2 ned. — Apciet. — Izpildu rakstu piepras. no krim. pol. pārv. Rīgas rajona.

32619. Ankipovs, Antons Meikuŗa d., dzim. 1883. g., pied. pie Tilzas pag. — Madonas apr. 2. iec. miert. r. № 602 no 4. VI 30. (12. VI 30) apv. pēc S. l. 581. p. 4. d. — Pieprasīt droš. naudu Ls 100,— kuŗu iemaks. Latvijas bankā vai tās nod. mekl. depozītā, D. № 26, bet neiemaks. gad. apciet.

32620. Bergmans, Jūliana, dzim. 1872. g., Rīgā. — Paziņot dzīv. vietu Rīgas 9. iec. izm. tiesn. ar № 1150 no 30. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 154. p. 2. d.

32621. Braslis, Kārlis Jēkaba d., 30 g. vecs, pied. pie Vijciema pag. — Valkas apr. 1. iec. izm. tiesn. r. № 513 no 3. VI 30. (13. VI 30) apv. pēc S. l. 476, 475 un 471. p. 3. pkt. — Arestēt.

32622. Botvinskis, Ādams Siņana d., 55 g. vecs. — Jaunjelgavas iec. miert. r. № 2229 no 5. VI 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. — Apciet., ieviet. Jēkabhils ciet., iesk. mekl. rīcībā.

32623. Belavskis, Malvine Kazimira m., dzim. 1898. g., pied. pie Brīgu pag. — Paziņot dzīv. vietu Ludzas 2. iec. miert. ar № 24 no 31. V 30. (12. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 2. d.

32624. Cvetkōvs, Danils Konona un Katrinas dēls, dzim. 1892. g., pied. pie Silajāņu pag. — Viļņu iec. miert. r. № 364 no 3. VI 30. (13. VI 30), apv. pēc S. l. 51, 581. p. 1. d. — Pieprasīt droš. naudu Ls 200,— apmērā, līdz iemaksai apciet.

32625. Čakovs, Makejs Nikifora d., dzim. 29. I 1887. g., pied. pie Vidznieŗas pag. — Viļņu iec. miert. r. № 485 no 3. VI 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. — pieprasīt droš. naudu Ls 400,— apmērā, līdz iemaksai apciet.

32626. Davidovs, Haritons Luŗjana d., 44 g. vecs. — Krāslavas 2. iec. miert. r. № 82 no 2. VI 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 469. p. 1. d. — Apciet. un nogādāt mekl. rīcībā.

32627. Dīzenbergs, Herberšs Jūliusa d., dzim. 11. IX 1895. g. Latvijas pav. — Rīgas 13. iec. miert. r. № 568 no 5. VI 30. (18. VI 30.) apv. pēc S. l. 574. p. — Aizturēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32628. Dobrecovs, Kuzma, dzim. 1886. g., Latvijas pav. — Rīgas 13. iec. miert. r. № 807 no 5. VI 30. (17. VI 30.), apv. pēc S. l. 274, 276. p. — Aizturēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32629. Dambergs, Emma — Marija, Jāņa m., dzim. 1902. g., pied. pie Rīgas — Paziņot dzīv. vietu Rīgas 14. iec. miert. ar № 694 no 3. VI 30. (17. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.

32630. Eglits, Indriķis, dzim. 2. VI 1888. g., Latvijas pav. — Rīgas 13. iec. miert. r. № 768 no 3. VI 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 276. p. — Aizturēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32631. Fridlenders, Dāvids, dzim. 19. III 1897. g. — Paziņot dzīv. vietu krim. pol. pārv. Rīgas rajona pārv. ar r. no 6. VI 30. (14. VI 30.), apv. piesavināšanā.

32632. Griķis, Kristaps Krustapa d., dzim. 6. I 1891. g. — Paziņot dzīv. vietu krim. pol. pārv. Rīgas raj. pārv. ar r. no 5. VI 30. (13. VI 30.), apv. piesavināšanā.

32633. Garkuls, Lubova Aleksandra m., dzim. 1. III 1911. g. — Rīgas apr. 4. iec. miert. r. № 706 no 30. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 2. d. — Apciet. un nogādāt mekl. rīcībā.

32634. Gulāns, Jāzeps Jāzēpa d., dzim. 6. V 1908. g. — Jēkabhils — Ilūkstes kara apr. pr-ka r. № 4235 no 5. VI 30. (18. VI 30.), nav ieradies uz iesaukšanu 1930. g. gadskārtējā iesaukšanā. — Arestēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32635. Jurkians, Jānis Antona d., dzim. 25. VI 1908. g. — Tas pats.

32636. Ivulans, Antons, dzim. 1873. g., Latvijas pils. — Rīgas 13. iec. miert. r. № 744 no 31. V 30. (17. VI 30.), apv. pēc S. l. 276. p. — Aizturēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32637. Jeršovs, Raiņa Maksima m., dzim. 1909. g., pied. pie Rēznas pag. — Paziņot dzīv. vietu Rīgas apr. 2. iec. miert. ar № 498 no 4. VI 30. (17. VI 30.), apv. pēc S. l. 574. p. 1. d.

32638. Japiņš, Ignāts Vincenta d., dzim. 1906. g. — Krāslavas 2. iec. miert. r. № 360 no 7. VI 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 51, 469. p. 1. d. — pieprasīt galvojumu Ls 300,— apmērā, līdz iemaksai apciet.

32639. Japiņš, Augusts Jāņa d., dzim. 1899. g. — Tas pats.

32640. Japiņš, Jāzeps Vincenta d., dzim. 1898. g. — Tas pats.

32641. Kurnosovs, Timofejs Grigorija d., dzim. 1899. g. — Paziņot dzīv. vietu Rīgas 4. iec. miert. ar № 2393 no 28. V 30. (17. VI 30.), apv. pēc S. l. 177. p. 2. d.

32642. Kairiŗš, Jānis Aleksandra un Rozālijas d., dzim. 1916. g., pied. pie Nirzas pag. — Paziņot dzīv. vietu Ludzas 2. iec. miert. ar № 325 no 13. VI 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 3161. p.

32643. Klarks, Leonhards Kārļa d., dzim. 1891. g., Igaunijas pav. — Rīgas 1. iec. izm. tiesn. r. № 1347 no 31. V 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 591. p. 2. d. — Aizturēt un iesk. mekl. rīcībā.

32644. Kuznecovs, Vilhelms-Heinrichs-Mārtiņš Kārļa d., dzim. 22. IX 1904. g., pied. pie Rīgas. — Rīgas apgbt. 3. krim. nod. r. № 78725 no 4. VI 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 586. p. — Pieprasīt droš. naudu Ls 100,— apmērā, līdz iemaks. apc.

32645. Kozba, Zalmanš Morducha d., dzim. 1901. g. — Paziņot dzīv. vietu Rīgas 14. iec. miert. ar № 705 no 19. V 30. (12. VI 30.), apv. pēc S. l. 574. p.

32646. Leekmans, Lība Kriŗa un Ievas m., dzim. 22. V 1903. g., pied. pie Sīzupes pag. — Meklē: Jelgavas apr. iec. miert. ar r. № 70 no 5. VI 30. (14. VI 30.), sod. ar ieslodz. cietumā. — Apciet. — Izpildu rakstu pieprasīt no krim. pol. pārv. Rīgas rajona.

32647. Lauberts, Leo-Aleksandrs Teņa d., dzim. 26. IX 1909. g., Latvijas pils. — Paziņot dzīv. vietu krim. pol. pārv. Rīgas raj. pārv. ar r. no 6. V 30. (13. VI 30.), piesav. mantas pirkšanā.

32648. Mukass, Romans Antona d., dzim. 1. I 1900. g. — Rīgas 7. iec. miert. r. № 927 no 5. V 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 574. p. 1. d. — Apciet. un nogādāt mekl. rīcībā.

32649. Mifolovins, Šmulis, dzim. 21. III 1908. g. — Rīgas pils. Komandanta telefonogramma № 1116 no 7. VI 30. (16. VI 30.), š. g. 1. VI atstājis pulku un nav atgriezies. — Apciet.

32650. Marcinkevičs, Jānis (Žanis), dzim. 1911. g., Natalijas d., — Meklē: Rīgas apr. 1. iec. miert. ar r. 512 no 2. VI 30. (16. VI 30.), sod. ar ieslodz. cietumā uz 2 nedēļām. — Apcietināt. Izpildu rakstu pieprasīt no krim. pol. pārv. Rīgas rajona.

32651. Matuls, Alfons, dz. 1894. g. — Paziņot dzīv. vietu Ludzas 2. iec. miert. ar № 471 no 5. VI 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 262. I. p. 1. d.

32652. Ozols, Kārlis Mārtiņa d., 22 g. v. — Rīgas 13. iec. miert. r. № 723 no 13. VI 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. — Nogādāt mekl. rīcībā.

32653. Ošs, Pēters Abrama d., dz. 1882. g. — Paziņot dzīves vietu Madonas apr. 3. iec. miert. ar № 683 no 5. VI 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.

32654. Ozoliņš, Vilis Andrēja d., dz. 17. IV 1881. g. — Paziņot dzīves vietu krim. pol. pārv. Rīgas raj. ar r. no 6. VI 30. (14. VI 30.), apv. krāpšanā.

32655. Purviņš, Valters Andrēja d., dz. 1902. g., pied. pie Mēdzules pag. — Rīgas 7. iec. izm. tiesn. r. № 1003/A no 31. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 596. p. — Ievietot Rīgas centrālcietumā un iesk. mekl. rīcībā.

32656. Poŗnevs, Jegors Grigorija d., 16 gad. vecs, pied. pie Vidznieŗas pag. — Viļņu iec. miert. r. № 556 no 12. VI 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 469. p. 1. d. — Pieprasīt galvojumu Ls 100,— apmērā, līdz iemaks. apcietināt.

32657. Plinšs, Jāzeps, dz. 25. VI 1913. g., Latvijas pav. — Paziņot dzīves vietu Rīgas 16. iec. miert. ar № 816 no 6. VI 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 276. p. 1. d.

32658. Palapa, Miķelis Jāņa d., dz. 21. III 1902. g. — Paziņot dzīves vietu Valmieras apr. 1. iec. miert. ar № 473 no 6. VI 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 591. p. 1. d. I. pnt.

32659. Palapa, Miķelis Jāņa d., dz. 21. III 1902. g., pied. pie Nīcas pag. — Madonas apr. 2. iec. miert. r. № 611 no 5. VI 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 574. p. — Pieprasīt droš. naudu Ls 100,— kuŗu iemaks. Latv. bankā vai tās nodalā mekl. depoz. D. № 26, bet neiemaks. gad. apcietināt.

32660. Reķels, Alberts, dz. 1902. g. — Paziņot dzīves vietu Rīgas 9. iec. miert. ar № 953 no 22. V 30. (18. VI 30.), apv. pēc S. l. 149. p.

32661. Reimans, Jēkabs Hackeja d., dz. 6. X 1876. g., pied. pie Rīgas. — Paziņot dzīves vietu Rīgas 9. iec. miert. ar № 905 no 2. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 591. p. 3. d.

32662. Rangis-Jānis dz. 17. III 1898. g. — Paziņot dzīves vietu Rīgas 9. iec. miert. ar № 925 no 31. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 469. p. 1. d.

32663. Salmiņš, Alma-Elvīra, dzim. 1908. g. janvārī. — Rīgas 7. iec. izm. tiesn. r. № 1013/A, no 31. V 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 142. p. 1. d. — Ievietot Rīgas Termiņcietumā un iesk. mekl. rīcībā.

32664. Zveņnieks, Milda Andrēja m., dz. 23. XII 1901. g., pied. pie Rīgas. — Rīgas 14. iec. miert. r. № 864 no 3. VI 30. (16. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d. — Aizturēt un nogādāt mekl. rīcībā.

32665. Suseklis, Pēters Aļoiza d., dz. 4. III 1897. g., Latvijas pav. — Rīgas 11. iec. miert. r. № 1316 no 27. V 30. (13. VI 30.), apv. pēc S. l. 574. p. 1. d. — Nogādāt mekl. rīcībā.

32666. Siliņš, Miķelis, dz. 21. VI 1908. g., pied. pie Liepājas pils. — Rīgas kara slimnīcas telefonogramma № 774 no 12. VI 30. (17. VI 30.), dezert. — Apcietināt.

32667. Sidorovs, Finagejs Fedota d., dz. 25. VI 1880. g. — Paziņot dzīves vietu Rīgas 10. iec. miert. ar № 958 no 4. VI 30. (17. VI 30.) apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.

32668. Straujais, dz. Lūsis, Emma, dz. 2. IX 1896. g. — Krim. pol. pārv. Rīgas rajona pārv. r. no 6. VI 30. (17. VI 30.), aprakst. mantu izšķērdēšanā. — Paziņot dzīves vietu.

32669. Zarenko, Jāzeps Vikentija d., 17 g. vecs. — Nepilng. zemkop. un amatniec. kolon. dir. Irlavā r. № 396 no 11. VI 30. g. (17. VI 30.), nav atgriezies kolonijā. — Apcietināt.

32670. Zariņš, Jānis Andŗa d., dz. 14. IV 1899. g., pied. pie Laudonas pag. — Paziņot dzīves vietu Madonas apr. 3. iec. miert. ar № 622 no 5. VI 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.

32671. Tumšs, Oskars Jāņa d., dz. 7. III 1898. (1896.) g. — Krim. pol. pārv. Rīgas rajona rajona pārv. ar r. no 7. VI 30. (18. VI 30.), apv. zādībā. — Apcietināt.

32672. Volkovs, Jānis Jāņa d., dz. I. V 1884. g., pied. pie Viļņu pagasta. — Paziņot dzīves vietu Rīgas apr. 2. iec. miert. ar № 364 no 4. VI 30. (12. VI 30.), apv. pēc S. l. 581. p. 1. d.

32673. Vizulis, Zuzanna Jāņa m., dz. 29. VIII 1906. g., pied. pie Kēŗsvas pag. — Meklē: Rīgas apgabaltiesas 2. krim. nod. ar r. № 2737 no 11. VI 30. (17. VI 30.), sod. ar ieslodz. cietumā uz 3 mēn. — Apcietināt. — Izpildu rakstu pieprasīt no krim. pol. pārv. Rīgas rajona.

32674. Vankovs, Valentina Vasīlija m., 19 g. veca. — Daugavpils 2. iec. miert. r. № 288 no 4. VI 30. (14. VI 30.), apv. pēc S. l. 274. p. 1. d. — Apcietināt un nogādāt Daugavpils cietumā iesk. mekl. rīcībā.

Izlabojumi:

No „Vald. Vēstn.“ 283/29. g. mekl. pers. sar. 447. pkt. 31309 mekl. Eduarda Draŗkovs-Druŗkevičs atraŗ. gad. pieprasāma droš. nauda Ls 200,— apmērā, līdz kuŗas iemaksai turēt apciet., pievest to tiesai. — (4. XII 29.).

Pamats: Aizputes iec. miert. r. № 40 no 7. VI 30.

„Vald. Vēstn.“ 128/29. g. mekl. pers. sar. 418. p. 29592. meklējama Pēteris Lāŗgalvis sodīts pēc S. l. 607. p. 2. p. ar 3 mēn. cietumā, kādēļ atraŗ. gad. tas apciet. un izpildu raksts izprasāms no krim. pol. pārv. Rīgas rajona.

Visi pārgrozījumi par drošības veida izraudzīšanu pret Lāŗgalvi līdz ar šo anulēti.

Pamats: Rīgas apgabaltiesas 2. krim. nod. r. № 22747/28. no 13. VI 30.

„Vald. Vēstn.“ 52/30. g. mekl. pers. sar. 458. pkt. 31877. mekl. Albins Mačulskis atraŗšanas gad. apciet. un nog. mekl. rīcībā.

Pamats: Čēŗu apr. 2. iec. miert. r. № 10/Kr. no 11. VI 30. (19. VI 30.).

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls.

Darbvedis Lakŗevics.

Jaunās valstis.

Somija.

Jaunais kabinets.

Helzinki, 5. jūlijā. Somijas valsts prezidents vakar apstiprinājis jauno ministŗu kabinetu šādā sastāvā: ministŗu prezidents — Svinchhufvuds (apvienības partija), ārlietu ministŗis — Prokope (bezpartējisks), tieslietu ministŗis — Sederholms (zviēdrš), kara ministŗa biedrs — Manners (agrārietis), finanču ministŗis — prof. Vennola (progressists), izglītības ministŗis — Virkkunens (apv. part.), zemkopības ministŗis — Raatikainens (agrārietis), zemkopības ministŗa biedrs — Koivisto (agr.), satiksmes un sabiedrisko darbu — prof. Vitings (zviēdrš), sociālo lietu — Tuomivaara (agr.). Kara ministŗa postenis vēl paliek vakants, bet paredzams, ka viņā nāks aizsargu korpusa priekšnieks Malmbergs vai aizsargu ūtāba priekšnieks pulkvedis Palojervi.

LTA.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Arona Stolbova prasības par Ls 400 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Daugavpils 9. iec. Miertiesneša 1926. g. 6. marta izpildu uzraksta № 543 1930. g. 13. septembrī, pulksten 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnod. sēžu sālē publiskos torgos pārdos Oduņa Stankiņa d. Ceļapītera nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Viļņu pag. Salaskungu sēdzes zemes robežās ar zemes grāmatu reģistra № 13320 un sastāv no zemniekiem piešķirtas zemes, Salaskungu izdalītas viensētas № 6, platībā 16,531 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1000, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 1500 Valsts zemes bankai;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem ņemt daļu, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 3. jūlijā. 9087 Tiesu izpild. v. i. J. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1300, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību prasību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3000 par labu Finanšu ministrijai;

4) ka personām, kas vēlas piedalīties izsolē, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo nekustamu īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9088 Tiesu izpild. v. i. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasībā par Ls 300 ar 0/0 un citiem izdevumiem pēc Viļņu iec. mīrtiesneša izpildu raksta no 1927. g. 30. novembra № 5997; Marijas Fedula m. Feoktistovas prasībā viņas bērna uzturam līdz pēdējā 18 gadu vecumam pa Ls 10 mēnesī un lētas vešanas izdevumiem Ls 80 pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas izpildu raksta no 1924. g. 17. jūnija № 13463; Latgales lauksaimnieku centrālā kooperatīva prasībā par Ls 76,50 ar 0/0 un izdevumiem pēc Rīgas 12. iec. mīrtiesneša izpildu raksta no 1928. g. 2. augusta № 1201 un Viļņu mīrtiesneša izpildu raksta par Ls 54 ar 0/0 un izdevumiem pēc Viļņu iec. mīrtiesneša izpildu raksta no 1930. g. 8. aprīļa № 1032, 1930. g. 13. septembrī, pulksten 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē otru publiskos torgos pārdos Grigorija Tichona d. Serkova īpašuma tiesības uz 1/3 ideālo daļu no nekustama īpašuma, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pag. Makarovkas sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 16903 uz Grigorija, Pudoveja un Michaila Tichona b.b. Serkovu vārdu, sastāvošu no Makarovkas sēdzes zemes izdalītas viensētas № 2, diviem zemes gabaliem, kopplatībā 6,806 ha zemes ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 700, bet solīšanu var iesākt saskaņā ar Civ. proc. lik. 1182. p.;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 700;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9088 Tiesu izpild. v. i. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1300, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību prasību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3000 par labu Finanšu ministrijai;

4) ka personām, kas vēlas piedalīties izsolē, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9089 Tiesu izpild. v. i. J. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1300, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību prasību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3000 par labu Finanšu ministrijai;

4) ka personām, kas vēlas piedalīties izsolē, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo nekustamu īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9088 Tiesu izpild. v. i. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1300, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību prasību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3000 par labu Finanšu ministrijai;

4) ka personām, kas vēlas piedalīties izsolē, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo nekustamu īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9088 Tiesu izpild. v. i. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvertēts par Ls 1300, bet solīšana sāksies no šīs vai priekšrocību prasību summām;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3000 par labu Finanšu ministrijai;

4) ka personām, kas vēlas piedalīties izsolē, jāmaksā zalogi — desmitā daļa no apvēršanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošānu nepieļauj, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo nekustamu īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 1930. g. 2. jūlijā. 9088 Tiesu izpild. v. i. Stālbergs.

Latgales apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītāja v. i., kura kanceleja atrodas Viļņos, Brīvības ielā № 32, paziņo:

1) ka dēļ Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 1258,11 ar 0/0 un cit. izdev. pēc Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas 1929. g. 12./15. oktobra raksta № 9189 1930. g. 13. septembrī, pulkst. 10 rītā, Daugavpili, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē, publiskos torgos pārdos mīr. Lukasa un Ievas Jēsupa b. b. Mičulišu mantojuma masas nekustamu mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, Meža-Mičulišu sēdzes zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 7978, sastāv no zemniekiem piešķirtās zemes Meža-Mičulišu izdalītas viensētas № 3 un 3-a, diviem zemes gabaliem kopplatībā 16,96 ha ar ēkām;

Latvijas banka

pārdod

viņai piederošās Jelgavas apriņķa, Jaunsvirtaukas pagasta „Valmju” mājas, 150 pūr. lielumā. Reflektanti tiek uzaicināti iesniegt rakstiskus priekšlikumus, zem kādiem vētas minētās mājas iegūt. Pirkšanas noteikumi iesniegdamajiem Latvijas bankas Jelgavas nodaļā, Akadēmijas ielā № 21/23. 8990 2* Latvijas bankas Jelgavas nodaļa.

K. M. Budžetu un kreditu pārvalde

(Valdemāra ielā № 10/12, Rīgā)

izdos rakstveida izsolē

1930. g. 21. jūlijā, plkst. 11:

- 1) Kareivju katliņus ar kaņoti-dakšīņu 5402 kompl.
- 2) Kareivju krūzītes 5402 gab.
- 3) Kareivju ūdens pudeles ar aizbāzni un ķēdīti 5402 kompl.
- 4) Ēdienu izdalīšanas traukus, lēzenos 200 gab.
- 5) Galda nažus un galda dakšīņas 2460 kompl.
- 6) Apalās krūzītes 2460 gab.
- 7) Dažādas lentes un saites apm. 438640 m.

Izsole notiks Kara min. Budžetu un kreditu pārvaldē, Valdemāra ielā № 10/12 (ie-veja no Elizabetes ielas), izsoļu telpās, dz. 1-a augšā norādītā dienā un stundā.

Piedāvājumi izsolē nodrošināmi 5% apmērā no piedāvājuma kopsummas. Tuvāki paskaidrojumi — Kara min. Budžetu un kreditu pārvaldes apgabības nodaļā, Valdemāra ielā № 10/12, dz. 4. ist. 7, katru darbdienu parastā darba laikā. L. 2313. 9095b

Dzelzceļu tehniskā direkcija

izdos jauktā izsolē

1930. g. 18. jūlijā, plkst. 12

šādus darbus:

- 1) Pļaviņu - Gulbenes līn. 69 km 7. pik. pārbrauktuves piebraucamā ceļa dz.-bet. tilta jaunbūvi un Pļaviņas - Gulbenes līn. 69. km 9. pik. Līdes upes tilta balstu pastiprināšanu un fernas pacelšanu. Drošības nauda Ls 185.—
- 2) Liepājas - Rucavas līn. 30 km Bārtas tilta divu balstu jaunbūvi Drošības nauda Ls 480.—

Tuvākas ziņas darba laikā dzelzceļu virevaldē, Rīgā, Gogoļa ielā № 3, ist. 312. L. 2322. 9096a

Kurzemes divīzijas intendantūra

izdos 1930. g. 15. jūlijā, plkst. 11, Jelgavā, Dambja ielā, 3. Jelgavas kājnieku pulka štābā

jauktā izsolē

apm. 8 tonnas svaigas liellopu gaļas piegādi

Jelgavas garnizona vajadzībām no 1930. g. 1. augusta līdz 1930. g. 1. decembrim. Izsoles drošība Ls 60.— no katru piedāvātās tonnas. Tuvāki paskaidrojumi izsoles sarīkošanas vietā katru darbdienu parastā darba laikā. L. 2288 9092

P. u. T. departam. galvenā darbnīca

izsludina 1930. g. 23. jūlijā, rakstveida izsolē uz:

- 1) brūnakmeni — 5000 kg un
- 2) Volframa kontaktiem — 1100 gab.

Izsole notiks minētā datumā plkst. 11 p. t. departamenta saimniecības daļas ist. 10., Aspazijas bulv. № 15. Izsoles dalībniekiem iemaksājama drošības nauda 10% apmērā no piedāvājumu kopsummas. Izsoles un tehniskie noteikumi saņemami darbnīcas komercdaļā, Vidzemes šos. № 19, darbdienu no plkst. 10—12 un no 12.30—14. 1* L. 2256. 9050b

Ciravas mežsaimniecības skola

uzņems jaunus audzēkņus š. g. 26. augustā, pl. 13, pēc pārbaudījumiem zināšanās pilnas pamatskolas kursa apmērā

Personām, kas vēlas iestāties skolā, jāiesniedz skolas priekšniekam līdz š. g. 15. augustam lūgumus, klātpieliekot: a) pēdējo skolas apliecību, b) personām, kas dienējusijs kara dienestā, kara kļūnības apliecību, c) apliecinātu pases norakstu, d) apriņķa priekšnieka (pilsētas priekšnieka) izdotu apliecību, ka lūdzējs nav sodīts un neaustāvs zem tiesas vai izmeklēšanas par noziedzīgiem nodarījumiem, kas sodāmi ar cietuma vai smagāku sodu. Sīkākas ziņas par valsts mežsaimniecības skolām š. g. „Vald. Vēstn.” 136. numurā.

Tuvākā dzelzceļa stacija — Marija uz Liepājas-Aizputes dzelzceļa. Pasta adrese: Cirava. 9076h Ciravas meža skolas priekšn. H. Upīts.

Šoseju un zemes ceļu departamenta 12. rajona inženieris

Kuldīgā, Liepājas ielā № 8 1930. g. 24. jūlijā, plkst. 10 — Raņķu pagasta namā

izdos jauktā izsolē

7200 kub. mtr. laukakmeņu piegādi

uz jaunbūvējamās Skrundas - Kuldīgas šosejas no km 10,00—16,00, pa 1200 kub. m uz km. Izsole tiks noturēta arī mazās vienībās par 40 kub. m. Nodrošinājums par 1 vienību: zemturim — Ls 50.—, pārējiem Ls 100.— Nodrošinājums par visu daudzumu Ls 18000.— Kā nodrošinājums tiks pieņemts arī: no zemturim vietējo kredītiestāžu, bet pārējiem Finanšu ministrijas izsludināto banku garantijas. Tuvākas ziņas rajona inženiera kancelejā — parastā darba laikā. L. 2300. 9094b

5. rajona inženieris, Daugavpili,

Šosejas ielā 68, š. g. 14. jūlijā, pulkst. 10, izdos jauktā izsolē

2 gab. koka tiltiņu būves

uz Krustpils—Daugavpils II-a šķ. ceļa. Nodrošinājums Ls 100.— Tuvākas ziņas kancelejā. L. 2293 9093

Valsts Oktes zirgu audzētava,

Vandzenes pag., Talsu apriņķi, dz.-stac. Pļava (tālrunis Okte 10) pārdos 15. jūlijā, plkst. 11 dienā

oģu ražu

sastāvošu no: apm. L. 2304

500 kg ērkšķoģu un 500 „ melno jāņoģu. 9097

11. Dobeles kājn. pulks

pārdos vairāksolīšanā š. g. 18. jūlijā, pulkst. 9, Daugavpils cietokni pie mantu noliktavas ēkā № 59,

veļas lupatas 400 kg, apģērbu lupatas 600 kg un citas sīkas nederīgas valsts mantas. 9073

Rīgas apr. polic. 1. iec. priekšnieks paziņo, ka 1930. g. 21. jūl. plkst. 10 no rīta, saskaņā ar Nodokļu departamenta rakta № 14161 no š. g. 10. marta, publiskā vairāksolīšanā pārdos Kārlim Ausbikiņim piederošu mantu, sastāvošu no viena zirga, vērtībā Ls 108,47.

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdoš. dienā uz vietas. 9074b

Rīgas apr. polic. 1. iec. priekšnieks paziņo, ka 1930. g. 21. jūl. plkst. 10 no rīta, saskaņā ar Rīgas 2. rajona valsts zemju pārziņa rakstu № 2144 no š. g. 9. maija, publiskā vairāksolīšanā pārdos Iškātes lauksaimniecības biedrībai piederošu mantu, kas atrodas Ropažu pag. Jaimā muižā, manta sastāv no: 1) vienas kuļmašīnas „Lanca” sistēmas № 28445, vērt. Ls 1100, 2) viena elektrības motora uz ratiem № 2186801 vērtībā Ls 240.—; 3) viens reostāts, vērtībā Ls 80.—

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā uz vietas. 9074b

Šoseju un zemes ceļu d-ta

8. rajona inženieris, Ventspilī, Kuldīgas ielā № 6, 1930. g. 21. jūlijā, plkst. 11, izdos jauktā (mutvārdu un rakstveida) izsolē

850 kub. m grants piegādi

valsts mežu rēķinu labojamam Ance-Stendes krogus II-b šķ. ceļam no km 14,800 līdz 19,480. Izsole tiks noturēta atsevišķi par mazām vienībām un par visu piegādes objektu. Nodrošinājums pie izsoles par visu objektu Ls 670.— Vietējiem zemturim, ja tie uzrāda attiecīgas apliecības, nodrošinājums par mazām vienībām jāiesniedz pus apmērā.

Tuvākas ziņas un noteikumi rajona inženiera kancelejā parastā darba laikā. 9077b

Jērcēnu pagasta padome

1930. g. 17. jūlijā, plkst. 13, Jērcēnu pagasta namā, izdos jauktā izsolē mazākprasītajiem

Jērcēnu 6-klas. pamatskolas jaunbūves darbus.

Uzņēmējiem jāmaksā drošības nauda 10% apmērā no nosolītās summas vai jāiesniedz sēdes atzītas garantijas. 9070

Rakstiski piedāvājumi slēgtās aptošanās un lūgumi pieļaut mutiskā izsolē, apmaksāti ar attiecīgu zīmognodevu, iesniedzami Jērcēnu pag. valdei līdz izsoles dienai.

Turpat iepriekš var iepazīties ar būves plānu un aprēķinu.

Remtes pag. Remtes-Smuku 6-kl. pamatskolai

(Remtes pilī) c. Remti, vajadzīgs skolas pārzinis.

Vēlams sabiedrīks darbinieks, koja vadītājs un ērģelnieks. Vēlēšanas notiks š. g. 25. jūl., plkst. 2 dienā pagasta padomes sēdē Remtes pagasta namā.

Kandidāti, kas vēlētos šo vietu ieņemt tiek uzaicināti iesniegt lūgumus līdz ar dokumentiem pagasta valdei līdz š. g. 23. jūlijam vai īerasties personīgi 25. jūlijā, plkst. 12 dienā, pie skolas padomes.